

SALVADOR

Le pays est-il en train de faire un retour en arrière ?

Index AI : AMR 29/001/2005

ÉFAI

Vendredi 4 février 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 29 janvier 2005, Manuel Martínez, vigile à l'Université luthérienne, au Salvador, a été retrouvé pendu à un arbre, pieds et mains liés, un foulard lui bandant les yeux ; son corps portait des traces de torture. Bien qu'une grande quantité de matériel et d'équipements ait été dérobée, les caractéristiques du meurtre ont conduit la police et les services du procureur à conclure qu'il ne s'agissait pas d'un crime «classique».

«Le meurtre de Manuel Martínez possède des similarités avec les attaques que lançaient les escadrons de la mort contre les opposants au gouvernement pour les intimider, lors du conflit armé qui a déchiré le Salvador, a déclaré Amnesty International. En dépit des dix ans qui se sont écoulés depuis cette époque, le message adressé aux défenseurs des droits humains dans le pays semble être resté le même.»

Cet homicide constitue la plus récente des nombreuses attaques portées cette année contre l'Église luthérienne, en raison principalement de ses critiques au sujet des mesures répressives introduites par le gouvernement afin de combattre le crime. Il s'agit en particulier du *Plan Mano Dura* (Plan Main dure) et du *Plan Súper Mano Dura*, mis en place au cours des deux dernières années. Ces initiatives ne sont pas parvenu à faire baisser le nombre d'homicides dans le pays, celui-ci ayant même augmenté en 2004.

En décembre 2004, Ricardo Cornejo et Roberto Pineda, deux pasteurs luthériens, ont été roués de coups par des membres de la police antiémeutes, lors de manifestations pacifiques contre la ratification de l'accord de libre-échange pour l'Amérique centrale (CAFTA).

Il y a d'autres événements qui s'ajoutent à ceux-ci et inspirent une vive inquiétude.

Au cours du mois de janvier 2005, cinq militants de l'*Asociación de Comunidades Rurales para el desarrollo de El Salvador* (CRIPDES), une association de communautés rurales œuvrant pour le développement du Salvador, ont été tués. Mercedes Gómez, Isidro Fernández et Manuel Hernández, de la communauté d'El Porvenir (canton d'Anonas), à Teoluca, dans le département de San Vicente, ainsi que les époux Serrano, de San Pedro Masahuat, du canton de las Hojas, dans le département de La Paz, ont été jetés hors de chez eux et exécutés par des inconnus.

Beatrice de Carrillo, procureure des droits humains, a dit avoir été menacée de mort au téléphone. Elle a récemment dénoncé, entre autres, des irrégularités dans l'enquête concernant le meurtre de José Gilberto Soto, syndicaliste américain d'origine salvadorienne, tué en novembre dernier.

«Les autorités doivent agir sans délai et faire preuve d'efficacité dans le cadre des enquêtes sur ces meurtres et menaces, afin de déferer les responsables présumés à la justice. Il faut empêcher que les peurs du passé – incarnées, par exemple, par les escadrons de la mort – ressurgissent au Salvador et dissuadent la population de faire usage, notamment, de son droit constitutionnel à la liberté d'expression et d'association», a estimé Amnesty International.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>